

## 40 ans des missions locales

**IL FAUT ACCOMPAGNER LES JEUNES ET NON LES CONTRÔLER !  
C'EST D'UNE VÉRITABLE POLITIQUE EN MATIÈRE D'INSERTION  
DONT LA JEUNESSE A BESOIN !**



### **La jeunesse a déjà trop souffert pour être contrôlée par les missions locales Macron détruit l'accompagnement global et le métier de conseiller !**

La jeunesse a été déclarée comme ayant été la principale victime de la pandémie et les conséquences qu'elle a subies en termes de condition de vie et de santé vont se manifester dans les prochaines années. Le Gouvernement Macron bricole le CEJ (Contrat d'Engagement Jeunes) en sacrifiant la Garantie Jeunes du jour au lendemain pour exiger des jeunes 15/20 heures d'activité qui seront contrôlées par les conseillers des missions.

Voilà la méritocratie version Macron : La jeunesse la plus en difficulté, suivie par les missions locales, devra se soumettre aux devoirs et aux contrôles.

La véritable volonté du Gouvernement Macron : réaliser des économies sur le dos des jeunes en soumettant l'octroi d'allocation CEJ à des conditions draconiennes pour pouvoir distribuer des primes pour les patrons qui embauche des apprentis !

[Dossier CGT Missions Locales : Situation de la Jeunesse et crise sanitaire](#)

[Dossier CGT : contrat engagement jeunes](#)

## **La jeunesse doit être la priorité du quinquennat**

La campagne présidentielle ne donne pas la place qu'elle mérite à la Jeunesse.

La Jeunesse n'a jamais été la priorité du Président Macron, elle doit être la priorité du prochain gouvernement !

## **Accueillir tous les jeunes !**

Dans un contexte mondial de guerre, de crises politiques, la jeunesse du Monde est contrainte de fuir pour chercher refuge dans des pays dans lesquels elle espère se construire un meilleur avenir. Les missions locales doivent accueillir, recevoir, accompagner suivre tous les jeunes quels que soient : leur situation, leur origine, leur statut. Elles doivent avoir les moyens et des solutions pour conduire l'accompagnement que nécessite leur situation.

## **Le réseau des missions Locales doit être unifié dans le cadre d'une Agence Nationale de l'Accompagnement et de l'Insertion des Jeunes**

Le réseau des missions locales souffre de sa dispersion, de son manque de cohérence et d'unité, les près de 430 missions locales agissent de manière dispersée en matière d'accueil et d'accompagnement des jeunes. La CGT porte le projet d'un réseau unifié véritable moyen pour conduire une réelle politique d'accompagnement des jeunes. Tous les nouveaux salariés doivent être formés aux valeurs, principes, ainsi qu'à la culture commune des missions Locales.

## **Non à la commercialisation des Missions Locales, non au Label !**

Une labellisation des missions locales s'annonce qui va conduire le réseau dans une logique commerciale ! Alors que les missions locales sont inscrites dans le code du travail, et relèvent d'une charte et d'un protocole toujours en vigueur et sans doute à rafraîchir, le syndicat patronal UNML s'encanaille avec le Gouvernement pour jouer aux apprentis capitalistes. Le Monopoly de l'Insertion est lancé, Vive La concurrence libre et non faussée appliquée aux missions locales ! L'UNML brade les missions locales au plus offrants !

## **Les missions locales doivent avoir le monopole des dispositifs d'accompagnement des jeunes en difficulté**

Depuis la suppression de la Garantie Jeunes par le président des ultras riches, et son remplacement par le CEJ, nous assistons à l'éparpillement et à l'émiettement de l'accompagnement global, social et professionnel des jeunes. Seul le réseau des missions locales doit être le garant et détenir le monopole des dispositifs et des missions de service public d'accompagnement vers l'autonomie et l'emploi des jeunes mis en difficulté.

## **Suppression des CPO (Conventions pluriannuelles d'Objectifs)**

Depuis 2008, les missions locales sont pressurisées par la LOLF (Loi Organique relative aux Lois de Finances) et sa déclinaison en Convention Pluriannuelles d'Objectifs. Les objectifs et les résultats sont devenus les seules boussoles des directions. Les salariés sont en souffrance et les jeunes sont contraints à rentrer dans des cases au mépris de leur projet de vie !

[Dossier CGT Audition Sénat - Contrôle Budgétaire Missions Locales.](#)

## **Les missions locales comme la jeunesse : Privées de cordée ! Exclues du Ségur !**

La jeunesse est la principale victime de la pandémie, les jeunes suivis par les missions localement tout particulièrement. Entre confinement, privation de libertés, de convivialité, de socialisation, de scolarité, d'études, de nombreux jeunes ont accusé et accusent le coup ! Les salariés des missions locales ont poursuivi l'accueil, le suivi, l'accompagnement en présentiel durant la pandémie. Les voilà remerciés par 5 centimes de valeur du point. S'il y a un ordre pour la cordée de la Start-up Nation, il n'y pas de cordée du tout pour les salariés des missions locales.

## **Amélioration des Conditions de travail et hausse des salaires**

Le taux d'absentéisme pour maladie atteint de sinistres records dans la Branche avec un taux supérieur (7,5%) à la branche de l'aide à domicile (6,2%). Le turn-Over explose, les nouveaux embauchés ne restent pas. La valeur du point en mission locale accuse un retard de 30% sur l'évolution de l'Indice des Prix à la Consommation de 2001 à 2021 ! Les salaires mensuels bruts sont de 600 euros inférieurs à la moyenne nationale et pourtant plus de 80% des salariés ont un niveau supérieur ou égal à Bac + 2 !

## **Libertés syndicales en Missions Locales !**

Trop de syndiqués CGT sont victimes de répression syndicale : Il faut que cela cesse et que les directions soient sanctionnées. L'argent public destiné à l'accompagnement des jeunes est utilisé pour payer à grands frais des cabinets d'avocats pour réprimer nos représentants CGT.

## **40 ans ? Pour quoi faire !**

1982/2022, certains s'émoustillent à célébrer, fêter ou commémorer les 40 ans des missions locales. Au moment où certains les dénigrent, ou souhaite leur disparition dans un guichet unique, il y a mieux à faire qu'organiser un Pékin-Express de la Mission locale de Lille à celle de Marseille. Les exigences de la CGT elles résident dans cet appel et offre de réelles perspectives à un réseau qui va finir par sombrer et se noyer dans son label et sa dispersion en de multiples structures à fonctionnement différencié.

## **REFUSONS :**

- **LE CONTRÔLE DES JEUNES DANS LE CADRE DU CEJ**
- **UNE COMMERCIALISATION DES MISSIONS LOCALES**
- **LA CONCURRENCE AU SEIN DU SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI**

## **EXIGEONS :**

- **UNE POLITIQUE D'INSERTION JEUNESSE PRENANT EN COMPTE SES BESOINS**
- **LA FIN DE LA CPO ET DE LA PRESSIONS AUX OBJECTIFS**
- **LA RÉUNIFICATION DES MISSIONS LOCALES AU SEIN D'UNE AGENCE NATIONALE**
- **UNE HAUSSE DES SALAIRES EN MISSIONS LOCALES**
- **LE RESPECT DES LIBERTÉS SYNDICALES**



**LA SECU**

**C'EST POUR LA VIE**

**LA RÉGRESSION SOCIALE  
NE SE NEGOCIE PAS  
ELLE SE COMBAT**

